

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Supplément **IO n°792** vendredi 26 janvier 2024



Après les retraités,
les hospitaliers,
après les immigrés,
et alors que les Palestiniens
continuent d'être massacrés,
ce sont maintenant
les paysans qui devraient
payer la facture...
Comme ceux qui
ne veulent pas qu'on laisse
les Palestiniens être décimés,
comme ceux
qui n'ont pas accepté le vol
de nos retraites,
comme ceux qui refusent le
racisme de la loi
« immigration »,
les paysans refusent et se
révoltent : ils ont raison. Leur
refus est légitime.
C'est toute la politique
de Macron et de tous
ses soutiens – politique
antisociale, anti-ouvrière,
raciste, sans la moindre
considération
pour les femmes
et les hommes massacrés
avec leur appui –
qui est en cause.



« Ils dérèglent, ils spéculent et nous, on paye ! »

■ La parole à **Didier Gadéa**, secrétaire général du Modef national (Mouvement de défense des exploitants familiaux) (extraits)



« Nous, on a une revendication modeste qui est "prix plancher fixé et garanti par l'État". Ça va à l'encontre de tout ce qui est proposé y compris à Egalim (loi de 2021) qui ne marche pas parce que c'est cadré dans la concurrence libre et non faussée. Il ne suffit pas de dire "les prix". Car ça vient se heurter à la concurrence libre et non faussée. Nous, justement, avec les prix garantis par l'État, c'est le contraire qu'on veut : on veut que l'État intervienne. On veut aussi les quotients multiplicateurs pour les marges. Par exemple, mon

litre de merlot, on me le paye 60 centimes la bouteille de 75 cl et je le retrouve à Leclerc, à seulement 6 km de chez moi, à 9 €. Pareil pour tout, la viande, le pain... etc. C'est la même problématique politique que l'énergie. En appliquant leur politique de dérégulation et en permettant la spéculation, les intermédiaires se gavent. Les intermédiaires de l'agroalimentaire se gavent, tout comme les intermédiaires du pétrole ou de l'électricité. C'est la même politique : ils dérèglent, ils spéculent et nous, on paye ! » ■

Reportage

Sur le barrage de l'A 64 à hauteur de Carbonne (Haute-Garonne)



■ **Christian**, agriculteur, témoin

« On est là parce que ce n'est plus possible de continuer à vivre comme ça. Les taxes qui augmentent, le GNR plus cher. Actuellement, à 1,20 € le litre, il passerait à 1,70 €. Avec entre 170 et 200 litres par jour, ce n'est plus possible de faire face. Sur mon exploitation, je génère 350 000 € de chiffre d'affaires par an, il me reste à peine 1 000 € par mois. Et ce sans compter les papiers à remplir.

Sur les prix des denrées, ça dépend des cours mondiaux, mais on veut agir sur les taxes et les charges, il faudrait qu'on agisse tous ensemble, agriculteurs, ouvriers, employés... On maintient le barrage. On dort sur place dans la paille. On attend les réponses du préfet pas sur le GNR, car ça, c'est le gouvernement qui décide. Que Attal vienne nous voir ici ! Pour l'instant, on ne lâche pas ! » ■



Jour par jour, suivez le fil Telegram d'Informations ouvrières
Palestine, loi immigration, actualité de la lutte de classe.

FO « Soutien au mouvement des travailleurs de l'agriculture »

« La Confédération Force ouvrière apporte tout son soutien à la mobilisation des agriculteurs contre les politiques agricoles nationales et européennes qui créent les conditions d'une concurrence déloyale ». (extrait du communiqué confédéral, 25 janvier)



« La CGT appelle ses militant-es à aller rencontrer les travailleuses, travailleurs agricoles, les agricultrices et agriculteurs »

« La CGT appelle ses militantes et militants, partout où c'est possible, à créer les conditions permettant de faire converger les revendications des salarié-es, des travailleuses et des travailleurs agricoles

et des agricultrices et des agriculteurs. Nos échanges doivent permettre d'élargir la mobilisation ». (extrait du communiqué confédéral, 25 janvier)



LFI : « Allez-vous enfin leur garantir des prix rémunérateurs par la mise en place de prix plancher ? »

■ **Mathilde Hignet**, députée la France insoumise, ouvrière agricole et fille de paysans, lors des questions au gouvernement, le 23 janvier 2024 (extraits)



« Depuis des mois, nous vous alertons sur le mal-être et la grogne qui monte dans les campagnes.

Alors que l'inflation alimentaire a atteint 14 % en un an, les prix payés aux agriculteurs ont baissé de 10 %. Entre les deux, l'industrie agroalimentaire a augmenté de 71 % son taux de marge.

Vous ne voyez pas le problème ? (...) Ça suffit vos discours creux et vos reculades. Les paysans veulent vivre de leur travail.

Alors, allez-vous enfin leur garantir des prix rémunérateurs par la mise en place de prix plancher, comme nous l'avons proposé en novembre dernier ?

Allez-vous soutenir notre proposition de moratoire sur les accords de libre-échange ? » ■

Paris, 25 janvier : sous les fenêtres de la ministre Oudéa-Castéra

Plus de 5 000 personnels enseignants, AESH, AED, etc. sont montés à Paris, jeudi 25 janvier, sous les fenêtres de la ministre, à l'appel notamment de la Fncf FP FO, pour exiger le retrait de l'Acte 2 de l'école inclusive.



Correspondant

Je souhaite m'abonner à Informations ouvrières

Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules :
100 % numérique
ou
numérique + journal papier

12 n^{os} : 20 euros 6 mois (25 n^{os}) : 35 euros 1 an (51 n^{os}) : 70 euros

Comité :

Département

NOM, Prénom

N° : Rue, bd, av, etc. :

Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.